

Commissie voor Sociale Zaken,
Werk en Pensioenen

Commission des Affaires sociales,
de l'Emploi et des Pensions

van

du

DINSDAG 19 MEI 2026

MARDI 19 MAI 2026

Namiddag

Après-midi

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 02 et présidée par M. Denis Ducarme.
De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.02 uur en voorgezeten door de heer Denis Ducarme.

01 Question de Ludivine Dedonder à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La reconnaissance du handicap pour les personnes souffrant d'épilepsie" (56012800C)

01 Vraag van Ludivine Dedonder aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De erkenning van de handicap bij epilepsiepatiënten" (56012800C)

Le **président**: Madame Dedonder, je me sens concerné par votre question.

01.01 **Ludivine Dedonder** (PS): Monsieur le ministre, je suis interpellée par de nombreux citoyens souffrant d'épilepsie, dont certains présentent des formes particulièrement complexes de la maladie. Certaines personnes ne perçoivent pas l'arrivée des crises, ce qui représente un risque réel dans la vie quotidienne, mais aussi dans le cadre professionnel. Pour ces personnes, l'accès à l'emploi est extrêmement difficile. De nombreux employeurs refusent de les engager, invoquant des raisons de sécurité ou de responsabilité. Cette discrimination, souvent implicite, place ces personnes dans une situation d'exclusion durable du marché du travail.

La situation devient encore plus préoccupante lorsque l'épilepsie s'accompagne d'une autre pathologie chronique, comme la sclérose en plaques. Malgré l'impact cumulé de ces maladies sur l'autonomie, la fatigue, la capacité de travail et la stabilité de l'emploi, il est pourtant très compliqué d'obtenir une reconnaissance officielle du handicap.

En pratique, le système d'évaluation exige l'obtention d'un minimum de sept points pour ouvrir le droit à certaines allocations ou à une reconnaissance ouvrant à une rémunération de remplacement. De nombreux patients se retrouvent ainsi entre deux statuts: trop malades pour travailler dans des conditions normales, mais pas suffisamment reconnus comme personnes en situation de handicap. Cette réalité est vécue comme profondément injuste par les personnes concernées, qui ont le sentiment que certaines maladies neurologiques chroniques, pourtant invalidantes, sont insuffisamment prises en compte par les critères actuels.

Monsieur le ministre, comment expliquez-vous que des pathologies telles que l'épilepsie, en particulier lorsqu'elle est imprévisible ou associée à d'autres maladies chroniques comme la sclérose en plaques, peinent encore à être reconnues comme handicapantes dans le cadre des évaluations actuelles? Les critères d'attribution des points et le seuil minimal de reconnaissance sont-ils appelés à être réévalués afin de mieux tenir compte des maladies invisibles, fluctuantes et des situations de comorbidité? Une réflexion est-elle en cours pour adapter les dispositifs de reconnaissance du handicap aux réalités du marché du travail, notamment face aux discriminations dont sont victimes les personnes souffrant d'épilepsie? Enfin, quelles mesures envisagez-vous pour améliorer l'accès à l'emploi, la sécurité financière et la reconnaissance sociale de ces patients, afin qu'ils ne soient plus pénalisés par un système qui ne reflète pas leur réalité médicale et humaine?

01.02 **Rob Beenders**, ministre: Madame Dedonder, les équipes d'évaluation multidisciplinaire de la Direction générale Personnes handicapées (DGPH) reconnaissent le handicap sur la base de son impact sur la vie quotidienne et suivent à cet égard la définition de l'Organisation mondiale de la Santé

(OMS), qui énonce qu'un handicap résulte d'une interaction dynamique entre la gravité de l'affection et les limitations dans les activités et la participation, ainsi que de facteurs personnels et externes.

La base sur laquelle la DGPB peut délivrer une attestation de reconnaissance du handicap est fixée par la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées: une autonomie réduite d'au moins sept points sur l'échelle médico-sociale et/ou une capacité de gain réduite de deux tiers dans un marché du travail classique. Il est possible que l'impact soit reconnu, mais que celui-ci ne soit pas suffisamment important pour obtenir un score d'au moins sept points en matière de réduction de l'autonomie et/ou pour parler d'une réduction de la capacité de gain d'au moins deux tiers.

En collaboration avec mon administration, j'ai lancé une réforme ambitieuse de la loi de 1987. Les éléments que vous mentionnez dans votre question seront pris en compte dans la préparation de cette réforme. Il sera notamment question de la définition, et par conséquent de la reconnaissance du handicap, de l'évaluation, de la diminution ou de la perte d'autonomie et des capacités de gain. Pour les personnes en situation de handicap souhaitant travailler, j'espère disposer de propositions concrètes d'ici l'été prochain. Tout ce qui concerne l'accès au marché du travail relève cependant de la compétence des régions et des communautés.

01.03 **Ludivine Dedonder (PS):** Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Quand je vous ai entendu au début, j'ai eu un petit peu peur puisque vous avez répété ce que j'ai dit dans ma question, à savoir la grande difficulté pour ces personnes souffrant à la fois d'épilepsie et d'une autre maladie chronique. J'ai été rassurée par la deuxième partie de votre réponse, quand vous avez dit vouloir revoir la base et la loi, en prenant ces éléments en compte. Je pense que la question de la définition et de la reconnaissance est fondamentale et toujours en lien avec le terrain.

Vous l'avez rappelé dès le départ, on attribue des points en fonction du type de maladie ou de déficience, mais avec les aléas de la vie, certaines personnes cumulent plusieurs pathologies, qui ne s'additionnent pour autant pas au niveau des points. Ce sont des personnes qui aimeraient travailler.

Dès lors, si elles le peuvent, il faut prévoir un travail adapté et inciter également les employeurs en ce sens. Pour celles qui ne le peuvent pas, parce qu'il existe un réel risque pour leur propre sécurité ou celle des autres, il faut pouvoir trouver une solution. Je vous remercie donc d'étudier cette question. J'ai entendu dire que vous présenteriez des dispositions concrètes d'ici l'été. C'est une bonne chose. Je reviendrai donc vers vous.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 **Vraag van Charlotte Verkeyn aan David Clarinval (VEM Werk, Economie en Landbouw) over "De werfregistratie in de bouwsector voor fraudebestrijding en de bijbehorende administratieve lasten" (56013571C)**

02 **Question de Charlotte Verkeyn à David Clarinval (VPM Emploi, Économie et Agriculture) sur "L'enregistrement antifraude à la sortie d'un chantier de construction et son impact administratif" (56013571C)**

02.01 **Charlotte Verkeyn (N-VA):** Mijnheer de minister, de ministerraad nam op 13 februari 2026 beslissingen over de elektronische registratie. Wij vragen ons af of die beslissingen ook kunnen inspelen op een ander probleem in de bouwsector. Het heeft minder te maken met het sociale aspect, maar vaak krijgen consumenten op heel kleine werven te maken met zogenaamde voorschotfraude. Zowel voor aannemers als voor bouwheren is die fraude een onaangename verrassing.

Het is moeilijk het probleem aan te pakken, vandaar de vragen die wij u ter zake voorleggen.

02.02 **Minister Rob Beenders:** Mevrouw Verkeyn, met uw goedvinden zal ik de vragen uit uw ingediende tekst per vraag beantwoorden.

Ten eerste, in welke mate zal de bijkomende registratieplicht helpen om frauduleuze ondernemingen op te sporen, en niet enkel onrechtmatigheden bij werknemers? De aanwezigheidsregistratie OUT draagt vooral bij aan het efficiënter opsporen van mogelijk problematische situaties, zodat de

inspectiediensten hun controles richter en ook beter kunnen organiseren. De controle op malafide ondernemingen in een keten van onderaannemingen gebeurt vooral via de verplichte aangifte van de werken. De inhoudings- en doorstortingsplicht die daaraan gekoppeld is, en die van toepassing is bij sociale en/of fiscale schulden, geldt ook voor de voorschotfacturen. Bij niet-naleving ervan kan een boete of een hoofdelijke aansprakelijkheid opgelegd worden aan de rechtstreekse contractant, of hogerop in de keten.

Ten tweede, wat is de impact op de administratieve lasten van kleine aannemers en zelfstandigen? Momenteel bestaat er al een verplichting tot het dagelijks registreren van iedereen die werken in onroerende staat uitvoert op werkplaatsen waarvan de totale kosten gelijk zijn aan of hoger zijn dan 500.000 euro. Kleine aannemers die actief zijn op zulke werven moeten nu al voldoen aan die verplichting.

De registratieplicht OUT die er nu bijkomt, moet door de werknemer of de zelfstandige zelf gebeuren en kan niet op voorhand door de werkgever gebeuren. In die zin is er een administratieve vereenvoudiging voor de ondernemingen, maar de werknemer zal die registratie nu zelf moeten doen, omdat het in feite ook diens verantwoordelijkheid is. We hebben dat geëvalueerd aan de hand van ervaringen in de schoonmaaksector, omdat die besluiten daar al geïntegreerd zijn, en goed verlopen.

Ten derde, hoe zorgt u ervoor dat malafide vennootschappen zich niet eenvoudig aan het systeem kunnen onttrekken? De inspectiediensten doen geregeld controles op werkplaatsen. De reële pakkans en de voorziene sancties zorgen ervoor dat de meeste bedrijven zich steeds meer aan de verplichtingen houden. We zien echt wel een stijging van negatieve inspecties, waarmee ik bedoel ondernemingen die zich aan de regels houden, dus een positieve evolutie. Bovendien zullen we sowieso extra inspecteurs aanwerven. Men kan op dit moment voor die job solliciteren. Op werkenvoor.be staan honderden vacatures om inspecteur te worden. We gebruiken ook datamining en we doen verschillende risicoanalyses. We passen ook predictieve modellen toe, zodat de sociale inspecteurs zo gericht mogelijk kunnen controleren.

Ten vierde, is er aandacht voor het handhavingsaspect? Een correcte registratie is een gedeelde verantwoordelijkheid. Er zijn sancties voor het niet-naleven van de verschillende verplichtingen. Er worden ook extra inspecteurs aangeworven om die controles uit te voeren.

Ten vijfde, plant u bijkomende initiatieven om ervoor te zorgen dat de onderneming achter de werf effectief wordt aangepakt? In het kader van de modernisering van de wet-Breyne en de invoering van een wettelijk beschermingsregime voor grote renovatie- en cascoprojecten bekijken we op dit moment hoe we de algemene problematiek van buitensporige voorschotten in de bouwsector kunnen aanpakken. We volgen ook nieuwe fraudefenomenen op. Als we vaststellen dat de huidige maatregelen niet volstaan om fraude aan te pakken, zullen we met nieuwe maatregelen in het Parlement ter stemming voorleggen.

02.03 Charlotte Verkeyn (N-VA): Ik dank u voor het antwoord, mijnheer de minister. Het is een moeilijk probleem. Ik zal wellicht later nog bijkomende vragen moeten stellen.

Het gaat om bouwplaatsen boven een bepaald bedrag, maar het specifieke probleem ligt niet noodzakelijk bij de buitensporige voorschotten, wel bij het feit dat aannemers ontevreden zijn over het werk dat geleverd werd door collega's of onderaannemers. Er worden bijvoorbeeld voorschotten betaald voor zonnepanelen of een keukeninstallatie, maar die worden nooit geplaatst, terwijl de afbraakwerken wel al zijn uitgevoerd. Zo staat men helemaal met lege handen. Dergelijke situaties zijn veel moeilijker te controleren, omdat die aspecten niet in deze regeling aan bod komen. Het is voor de mensen in kwestie ook moeilijk om zich bijvoorbeeld naar het parket te begeven of een klacht in te dienen.

Die problematiek zal dus verder moeten worden opgevolgd. Voor heel veel gedegen aannemers betekenen de voorschotten ook het kapitaal dat zij nodig hebben om de materialen en de werkuren te kunnen betalen. Het zal dus een evenwichtsoefening moeten zijn.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

03 Question de François De Smet à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La carte européenne du handicap (EDC)" (56013634C)

03 Vraag van François De Smet aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De Europese gehandicaptenkaart (EDC)" (56013634C)

03.01 **François De Smet** (DéFI): Monsieur le ministre, je souhaiterais vous parler d'un dossier important, à savoir la carte européenne du handicap (EDC).

Le 23 octobre 2024, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont officiellement adopté la directive établissant cette carte. La Belgique a été l'un des pays pionniers dans ce projet et a pris des engagements forts, notamment via le Plan interfédéral Handicap, afin de rendre la délivrance de cette carte automatique.

Cependant, si cette carte est aujourd'hui bien implantée dans le secteur des loisirs, son utilisation dans les services d'urgence et dans les transports publics reste une étape cruciale à concrétiser pour garantir la sécurité et la dignité de ses titulaires, en particulier ceux présentant un handicap invisible. Je pense notamment à une situation qui m'a été rapportée concernant des personnes adultes souffrant d'un trouble du spectre autistique devant utiliser les transports en commun.

Monsieur le ministre, la directive européenne prévoit une application obligatoire d'ici 2028. Quel est votre calendrier précis pour la transposition de cette directive en droit belge, afin de devancer cette échéance et de renforcer les droits des bénéficiaires dès que possible? Comment comptez-vous concrètement sensibiliser les services de secours et de police à l'utilisation du code QR présent sur la carte, afin qu'ils puissent identifier immédiatement les besoins spécifiques d'une personne en situation de crise?

Enfin, concernant l'automatisation de l'octroi de la carte – prévue pour janvier 2024 –, pouvez-vous confirmer que l'ensemble des institutions belges compétentes – notamment le SPF Santé, la sécurité sociale, l'Agence pour une Vie de Qualité (AVIQ) et le Fonds des Accidents du Travail (FAT) – sont désormais pleinement coordonnées pour garantir cet envoi automatique, sans aucune démarche supplémentaire pour le citoyen?

03.02 **Rob Beenders**, ministre: Je vous remercie pour votre question, monsieur De Smet.

Vous avez raison de dire que la European Disability Card (carte EDC) est un élément très important, surtout pour les personnes en situation de handicap. La directive doit être transposée en droit national avant le 5 juin 2027, avec une mise en œuvre complète au plus tard le 5 juin 2028. Les travaux préparatoires avancent. En 2025, six groupes de travail ont réuni les entités compétentes et ont abouti à un accord de coopération validé lors de la CIM Handicap à la fin de l'année 2025.

En 2026 débutera le processus législatif formel, afin de publier l'ensemble des mesures nécessaires dans les délais fixés par l'Union européenne. L'objectif de l'EDC est de garantir l'accès aux avantages réservés aux personnes en situation de handicap. Les services de secours et d'urgence restent toutefois universels et interviennent exclusivement sur la base de critères médicaux. Leur action ne dépend donc jamais de la possession d'une carte.

Les codes QR présents sur les nouvelles cartes EDC servent uniquement à vérifier la validité de la carte et ne fournissent aucune information relative aux besoins spécifiques d'une personne, conformément aux accords conclus au niveau européen.

Toutefois, dans le cadre du Plan d'action fédéral handicap, une mesure visera à former et sensibiliser le personnel policier à la carte EDC comme preuve de reconnaissance de handicap.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la carte EDC est délivrée automatiquement à toute personne ayant droit, de la part de toutes les institutions que vous avez mentionnées, à l'ARR (allocation de remplacement des revenus), à l'AI (allocation d'intégration), à la carte de stationnement, à la carte de réduction pour les transports publics et aux avantages fiscaux pour véhicules privés. Une option d'*opt-out* est possible depuis le 14 mai 2024.

03.03 François De Smet (DéFI): Merci, monsieur le ministre, pour vos réponses qui nous donnent un certain nombre d'informations.

Je suis ravi d'entendre que les travaux avancent. Ces travaux concernent tous les niveaux de pouvoir. J'ai parlé des transports publics qui dépendent typiquement des régions, et c'est là qu'un impératif de sensibilisation est grandement nécessaire, notamment à l'égard des personnes qui peuvent ne pas être identifiées tout de suite à cause du caractère invisible de leur handicap.

Bien que vous soyez ministre fédéral, vous avez, dans la coordination de la mise en place, le pouvoir de faire en sorte que cette sensibilisation arrive aussi aux partenaires régionaux. Je vous serais reconnaissant d'essayer de faire passer aussi ce message. Merci pour le suivi.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président:** Les questions n° 56013403C, n° 56013404C, n° 56013405C de Mme Taton et n° 56013653C de Mme Reuter sont reportées.

04 Vraag van Frieda Gijbels aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Sociale fraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De IVT en de toegang tot werk voor personen met een handicap" (56013923C)

04 Question de Frieda Gijbels à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'ARR et l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap" (56013923C)

04.01 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, u kondigde niet zo lang geleden aan dat u de toegang tot werk voor personen met een handicap wilt verbeteren en de combinatie van werk, eventueel deeltijds werk, met een inkomensvervangende tegemoetkoming (IVT) flexibeler wilt maken. Daarnaast spreekt u ook over een betere afstemming met het terug-naar-werkbeleid voor personen met een ziekte-uitkering.

Daarover heb ik enkele vragen. Op welke manier wilt u die combinatie van werk en een IVT concreet flexibeler en eenvoudiger maken?

Hoe ziet u de afstemming met het terug-naar-werkbeleid voor langdurig zieken concreet?

Is het de bedoeling dat personen met een IVT voortaan ook hun arbeidspotentieel laten inschatten door een adviserend arts van het ziekenfonds en dat hun vervolgens ook een terug-naar-werktraject wordt aangeboden?

Ziet u een rol voor het terug-naar-werkfonds voor personen met een IVT?

In het regeerakkoord hebben we afgesproken dat arbeidsrechtelijke drempels voor werkgevers onderzocht zouden worden. Welke initiatieven wenst u daarrond desgevallend nog te nemen?

04.02 Minister Rob Beenders: Dank u wel, mevrouw Gijbels.

In het kader van de hervorming van de wet van 1987 wil ik inderdaad afstappen van de huidige binaire logica waarin een persoon met een handicap ofwel volledig recht heeft op een inkomensvervangende tegemoetkoming, ofwel dat recht volledig verliest zodra hij opnieuw gaat werken of de inkomensgrens overschrijdt. Het doel van die hervorming is dus de focus te verleggen naar de mogelijkheden en de talenten van personen met een handicap, waarbij werken effectief moet lonen.

Daarom onderzoekt mijn administratie een cumulregeling die het mogelijk maakt om werk en tegemoetkoming flexibel te combineren. Wanneer iemand werkt of meer werkt, zou die uitkering trapsgewijs en degressief worden afgebouwd in plaats van abrupt te verdwijnen. Daarbij moet een veilige maar ook eenvoudige terugkeer naar de oorspronkelijke situatie altijd mogelijk blijven, bijvoorbeeld bij een herval.

Daarnaast inspireren we ons op het terug-naar-werkbeleid en bekijken we hoe die instrumenten kunnen worden toegepast op IVT-gerechtigden. Daarvoor hebben we een gezamenlijke werkgroep opgericht van het RIZIV en de Directie-generaal Personen met een handicap (DG HAN). Binnen het plan voor sociale cohesie hebben we in middelen voorzien om personen met een handicap die willen en kunnen werken te begeleiden naar de arbeidsbemiddelingsdiensten. De concrete uitwerking loopt momenteel binnen de administratie.

Tot slot zal ik er ook voor zorgen dat arbeidsrechtelijke drempels in kaart worden gebracht, zoals is voorzien in het federaal actieplan handicap, dat ik als bevoegd minister coördineer. Die interfederale samenwerking is cruciaal om de tewerkstelling van personen met een handicap te kunnen versterken.

04.03 **Frieda Gijbels** (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Zoeken naar een mogelijkheid om mensen met een handicap op een veilige manier aan de slag te laten gaan, waarbij ze geen schrik moeten hebben dat ze dan hun uitkering verliezen, is inderdaad de juiste weg. Ik was onlangs op een symposium waar verschillende mensen met een handicap aanwezig waren en zij gaven aan dat het voor hen een groot verschil zou maken als die regels zouden worden aangepast.

Wij hebben zelf een voorstel ingediend over de terug-naar-werkjobs, of de arbeidsintegratiejobs, zoals wij dat noemen. Daarbij wordt niet alleen aan de persoon met een handicap de zekerheid geboden dat hij te allen tijde zijn uitkering kan behouden, maar wordt er ook voor gezorgd dat er geen arbeidsrechtelijke drempels meer zijn voor de werkgever, zoals geen vakantiegeld en geen opzegvergoeding verschuldigd zijn. Daardoor is het een win-winsituatie en worden de werkgevers aangemoedigd om iemand met een beperking aan te werven en op die manier te ervaren dat dit ook voor de hele werkvloer een verrijking kan zijn. Wie weet kunnen we daarover in de toekomst nog eens van gedachten wisselen.

Le **président**: Complétez, monsieur le ministre. Nous vous écoutons.

04.04 Minister **Rob Beenders**: Ik vind dit echt een heel belangrijk onderwerp, waar we echt moeten proberen vooruitgang te boeken.

Ik wil u een goed advies geven. De UHasselt heeft een studie lopen waarbij een professor aan het onderzoeken is hoe bedrijven personen met een handicap vasthouden. De conclusie is eigenlijk heel negatief. Ze hebben daar bedrijven gevolgd die mensen met een handicap aangeworven hebben en hen betaalden als een gewoon personeelslid, maar die dat vijf jaar later niet meer doen. De drempels die deze bedrijven ervaren, zijn drempels waar wij niet eens aan zouden denken.

Ik vind het dus heel belangrijk dat we al die perspectieven meenemen, want alleen de wet veranderen, zal niet genoeg zijn om die mensen te helpen. Het heeft zoveel invloed op types van jobs, politiek en noem maar op, dat we om die mensen een kans te geven alles moeten inzetten. Ik vind het een heel interessante studie. Misschien is het iets om eens te bekijken.

04.05 **Frieda Gijbels** (N-VA): Ik zal die zeker bekijken. Dat is inderdaad heel interessant.

Ik hoor ook wel van mensen met een beperking en van sommige werknemers dat het een verrijkende werking kan hebben en dat het de collega's kan aanzetten om een extra inspanning te doen. Het kan inderdaad op verschillende manieren werken. Het is zeker interessant om alle informatie die beschikbaar is mee te nemen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 Vraag van Frieda Gijbels aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De werking van de DG Personen met een handicap" (56013924C)

05 Question de Frieda Gijbels à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le fonctionnement de la DG Personnes handicapées" (56013924C)

05.01 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, dit is een heel specifieke vraag over de telefoontjes naar de DG Personen met een handicap. We lazen in uw beleidsnota dat die telefoontjes betalend zouden worden gemaakt. We begrijpen die beslissing vanuit budgettair oogpunt, maar tegelijkertijd weten we natuurlijk dat de DG HAN een probleem van telefonische bereikbaarheid heeft gehad.

Kunt u toelichten waarom de budgetten voor het groene nummer de komende jaren ongeveer op hetzelfde niveau blijven? Wat is vandaag de stand van zaken wat betreft de telefonische bereikbaarheid van de DG HAN? Binnen welke termijn worden oproepen gemiddeld beantwoord? Hoe wilt u vermijden dat mensen worden geconfronteerd met hoge telefoonkosten doordat ze lange tijd in de wachtrij staan? Is het probleem van onnodige telefoons, bijvoorbeeld over uitbetalingsdata die ook gewoon online te vinden zijn, ondertussen afgenomen?

05.02 Minister Rob Beenders: Mevrouw Gijbels, ik vind het heel belangrijk om de toegankelijkheid te garanderen.

Wij zijn enerzijds om budgettaire redenen omgeschakeld, maar anderzijds ook omdat steeds meer abonnementsformules met een onbeperkt belvolume veel goedkoper zijn dan een abonnement waarbij men voor elk telefoonnummer betaalt. Die evolutie op de telecommarkt heeft ook meegespeeld. Het was eigenlijk een beetje absurd om nog te vertrekken van het principe dat iedereen een abonnement heeft waarmee de telefonische oproepen apart moeten worden betaald. Dat heeft ervoor gezorgd dat we die switch hebben gemaakt. Ik blijf echter wel heel goed opvolgen wat de impact daarvan is op de bereikbaarheid voor een groep die het soms wat moeilijker heeft.

De telefonische bereikbaarheid bedroeg in 2025 68 %, maar in het eerste kwartaal van 2026 was die gezakt tot onder 50 %. Ik vond dat verontrustend en wij zijn daarmee aan de slag gegaan. Er waren heel wat afwezigheden en vertrekken binnen de teams en minder mogelijkheden om andere profielen uit de regionale teams in te zetten. Omdat er ook veel administratief en maatschappelijk werk is, moeten we naar oplossingen zoeken om die oproepen en zeker die bereikbaarheid opnieuw te verhogen.

Daarnaast moeten we er ook voor zorgen dat de wachttijd, die nu gemiddeld 9,7 minuten bedraagt, omlaaggaat. Men kan ervoor kiezen om in de wachtrij te blijven, maar wij blijven het gebruik van het contactformulier heel sterk stimuleren. Nu wordt 75 % van de informatieaanvragen via een contactformulier binnen de twee dagen beantwoord en 95 % binnen de vijf dagen. De bereikbaarheid optimaal houden blijft een aandachtspunt.

05.03 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, dit is inderdaad een aandachtspunt. Als de cijfers in het eerste kwartaal van 2026 zo laag waren, dan is dat echt wel een reden om dat goed op te volgen. Ik weet niet of er wordt nagedacht over voldoende toegankelijke en begrijpelijke informatie en misschien ook over het voorzien van wat meer decentrale aanspreekpunten, maar dit is een aandachtspunt. Ik hoor wel dat u daar werk van maakt.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Vraag van Frieda Gijbels aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De hervorming van de tegemoetkomingen voor personen met een handicap" (56013925C)

06 Question de Frieda Gijbels à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La réforme des allocations destinées aux personnes en situation de handicap" (56013925C)

06.01 Frieda Gijbels (N-VA): Mijnheer de minister, in het regeerakkoord werd voorzien om de

verschillende bijstandsuitkeringen, met name de IGO, de IVT en het leefloon, meer te harmoniseren. Daarover heb ik enkele concrete vragen.

Welke stappen zijn er al gezet om de harmonisering van de bijstandsuitkeringen te realiseren?

U stelt dat het bedrag van de integratietegemoetkoming meer losgekoppeld zal worden van gezins- en vervangingsinkomens. Plant u daarvoor nog bijkomende budgettaire middelen vrij te maken die voorlopig nog niet in de begroting voorzien zijn, of omvat dat enkel de aangekondigde maatregelen?

06.02 Minister **Rob Beenders**: Mevrouw Gijbels, we onderzoeken momenteel hoe de overgang tussen de verschillende takken van de sociale bescherming kan worden vergemakkelijkt. Dat is een van de speerpunten van de visienota voor de hervorming van de wet van 1987. De eerste kaderwet daaromtrent zal vóór de zomer aan de regering worden voorgelegd. Het doel is duidelijk, namelijk ervoor zorgen dat de sociale rechten niet alleen adequaat, maar ook toegankelijk zijn.

De administratie werkt momenteel aan de concretisering van de visienota, met aandacht voor het leefloonstelsel en de IGO om harmonisatiepunten te identificeren. Daarbij verliezen we de verschillende doelstellingen en de specifieke kenmerken van elk van de drie sociale uitkeringen niet uit het oog.

Een ander zeer belangrijk aandachtspunt van de hervorming betreft de ondersteuning van de tewerkstelling van personen met een handicap. Ook in dat kader zijn er raakvlakken met de leefloonregeling.

Wat uw tweede vraag betreft, onderzoeken we in het kader van die hervorming de mogelijkheden om de integratietegemoetkoming los te koppelen van het gezinsinkomen en van het vervangingsinkomen. De administratie werkt momenteel aan mogelijke oplossingen, met inbegrip van begrotingssimulaties. Binnen het plan Sociale Cohesie werd al een budget vrijgemaakt. We wachten nu de resultaten van de simulaties af om te beoordelen of een bijkomende budgettaire vraag nodig zal zijn.

06.03 **Frieda Gijbels** (N-VA): Dank u wel.

Er is dus nog wat werk aan de winkel. Waarschijnlijk zullen we het ontwerp na de zomer in het Parlement mogen verwachten. Ik kijk ernaar uit om daarover dan nog meer van gedachten te wisselen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 **Vraag van Frieda Gijbels aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De fraudebestrijding bij tegemoetkomingen voor personen met een handicap" (56013926C)**

07 **Question de Frieda Gijbels à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La lutte contre la fraude aux allocations destinées aux personnes en situation de handicap" (56013926C)**

07.01 **Frieda Gijbels** (N-VA): Fraudebestrijding bij sociale tegemoetkomingen is natuurlijk essentieel om het vertrouwen in ons systeem te behouden en ervoor te zorgen dat de beschikbare middelen terecht komen bij de personen die daar werkelijk recht op hebben.

Mijnheer de minister, hoeveel voltijdse equivalenten houden zich momenteel bij de DG HAN bezig met de opsporing van fraude met tegemoetkomingen? Plant u bijkomende maatregelen of extra personeel voor fraudebestrijding? Is er vandaag een structurele samenwerking tussen de DG HAN en de SIOD? Of is de samenwerking die in het kader van het jongste actieplan is opgezet, eenmalig?

07.02 Minister **Rob Beenders**: De DG HAN zelf heeft geen controle- of inspectiebevoegdheid. Als er meldingen van fraude binnenkomen in de fraudemailbox van de DG HAN, worden die uiteraard onderzocht, ook wanneer ze via andere kanalen binnenkomen. Als ze echt van dien aard zijn dat ze strafrechtelijk zijn, worden ze naar het Arbeidsauditoraat doorgestuurd.

Als er een melding binnenkomt waarbij bijvoorbeeld wordt aangegeven dat de ernst van de handicap in de feiten niet zo ernstig is als bij de inschaling werd vastgesteld, of als er aanwijzingen zijn dat er

fouten zijn gebeurd in de behandeling van een dossier, worden de betrokkenen door de DG HAN altijd opnieuw opgeroepen en wordt er eventueel een nieuwe evaluatie van de handicap uitgevoerd. Het kan dan ook zijn dat er een nieuwe beslissing wordt genomen.

De hervorming van de wet van 1987 beoogt een betere toekenning van de rechten. Daarvoor willen we de definities en concepten nog duidelijker maken, zodat er geen ruimte voor interpretatie is. Er moet nog verder worden ingezet op de automatische gegevensuitwisselingen tussen de DG HAN en andere instellingen, zodat men zo weinig mogelijk afhangt van door de burger zelf geleverde informatie, aangezien die vaak al beschikbaar is. Daarmee huldigen we ook het only-onceprincipe, waar burgers absoluut recht op hebben.

De DG HAN werd betrokken bij de opmaak van het actieplan Sociale Fraudebestrijding 2026-2027. In dat actieplan wordt de DG HAN betrokken actor bij twee initiatieven inzake kennisuitwisseling en samenwerking. Ten eerste, de verbetering van de uitwisseling van informatie tussen de sociale inspectiediensten, de FOD Financiën en de DG HAN, wat een correctere en nauwkeuriger inschatting van de financiële situatie van de betrokkene moet toelaten en essentieel is voor de beoordeling van het recht op bijvoorbeeld een gedeeltelijke tegemoetkoming. Ten tweede wordt momenteel ook een samenwerking tussen het Meldpunt voor een Eerlijke Concurrentie en de DG HAN verkend.

In het kader van haar onderzoeken komt de DG Personen met een handicap soms in aanraking met vermoedens van sociale fraude zoals zwartwerk. Een mogelijke toegang als bevoorrechte partner, wat DG HAN is, kan ervoor zorgen dat dergelijke signalen sneller en meer gestructureerd worden behandeld door de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD) en de bevoegde sociale-inspectiediensten. Tegelijkertijd kan die samenwerking waardevolle inzichten opleveren over mogelijke lacunes in de wetgeving, het beleid en de werkwijze, die op hun beurt opnieuw maatregelen kunnen opleveren. Een dergelijk initiatief is een eerste stap die als basis dient voor verdere samenwerking. Op basis van onder meer de input van het meldpunt en in het kader van de hervorming van de wet van 1987 kan verder worden onderzocht hoe samenwerking kan worden uitgebouwd. Ik heb het even gecheckt: vorig jaar waren er 61 dossiers van administratieve fraude bij DG HAN, op een totaal van 255.000 IVT- en IT-dossiers.

07.03 **Frieda Gijbels (N-VA):** Dank u wel, mijnheer de minister.

Ook al lijken 61 dossiers op 255.000 niet veel, de kwestie moet toch de nodige aandacht krijgen. Als we onze sociale zekerheid en dus de solidariteit tussen de burgers willen behouden en geloofwaardig houden, dan moeten de beschikbare middelen effectief en goed worden ingezet en terecht komen bij de personen die ze echt nodig hebben.

U mag rekenen op onze steun om hier en daar toch wat tandjes bij te steken wat fraudebestrijding betreft.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 **Vraag van Frieda Gijbels aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De voorschotdossiers bij tegemoetkomingen voor personen met een handicap en de impact op de OCMW's" (56013927C)**

08 **Question de Frieda Gijbels à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Le paiement d'avances sur les allocations aux personnes handicapées et son incidence pour les CPAS" (56013927C)**

08.01 **Frieda Gijbels (N-VA):** Mijnheer de minister, door de beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd worden de OCMW's vandaag met een zeer grote extra werklast geconfronteerd. Tegelijkertijd geven veel lokale besturen aan dat een aanzienlijk deel van hun werking opgeslorpt wordt door zogenaamde voorschotdossiers. Het gaat om voorschotten die OCMW's moeten uitbetalen aan mensen voor wie het recht op een andere uitkering nog in onderzoek is.

Een groot deel van die voorschotten heeft te maken met tegemoetkomingen voor personen met een handicap. Volgens recente cijfers ging het in 2024 om 4.590 dossiers, goed voor een totaalbedrag van

maar liefst bijna 41 miljoen euro, dat door de DG Personen met een handicap aan de OCMW's moest worden terugbetaald.

Mijnheer de minister, hoe evalueert u de huidige omvang van de voorschotdossiers die verband houden met tegemoetkomingen voor personen met een handicap?

Welke initiatieven wilt u nemen om die voorschotproblematiek aan te pakken?

Zult u binnen de DG Personen met een handicap bijkomende maatregelen nemen om dossiers sneller te behandelen, zodat OCMW's minder vaak voorschotten moeten toekennen?

08.02 Minister **Rob Beenders**: Mevrouw Gijbels, ten eerste, volgens de wet van 26 mei 2002 inzake het recht op maatschappelijke integratie is elk OCMW verplicht om dat recht te garanderen aan personen die onvoldoende bestaansmiddelen hebben en die voldoen aan de wettelijke voorwaarden. Hoewel het begrijpelijk is dat OCMW's in periodes van grote werkdruk proberen om het aantal aanvragen te beperken, moeten ze toch voor elke aanvrager een traject opstarten. Personen met gezondheidsproblemen mogen dus niet automatisch naar de DG HAN worden doorverwezen alvorens het OCMW onderzoekt of bijkomende hulp mogelijk is.

Ten tweede, de behandeling van een aanvraag voor een tegemoetkoming voor personen met een handicap vraagt tijd, zeker wanneer er nog geen erkenning is. Om te vermijden dat iemand zonder inkomen blijft tot DG HAN beslist, kent het OCMW een leefloon toe in de vorm van voorschotten. Wanneer later een recht op een tegemoetkoming wordt geopend, worden de achterstallen teruggestort aan het OCMW. Als blijkt dat de aanvraag niet gerechtvaardigd is, blijft het leefloon verder gelden.

Ten derde, DG HAN kan via elektronische gegevensuitwisseling nagaan welk OCMW voorschotten betaalde en voor welke periode, waardoor terugbetalingen gegarandeerd zijn. DG HAN doet er alles aan de dossiers snel te behandelen, maar omdat aanvragen pas worden ingediend nadat OCMW's al een traject startten, kunnen voorschotten in vele gevallen niet worden vermeden.

08.03 **Frieda Gijbels** (N-VA): Mijnheer de minister, de reden waarom ik de vraag stelde, is u welbekend. Deze regering heeft een groot aantal hervormingen op de rails gezet en er zullen nog hervormingen volgen. Dat geeft wel wat extra druk voor de OCMW's.

Als ik u echter goed begrijp, zullen de dossiers van de DG HAN niet echt sneller kunnen worden behandeld dan vandaag het geval is. Er zal in die dossiers ook niet veel winst te rapen vallen op het vlak van de werkdruk bij de OCMW's.

Wij zullen het verder bekijken. Ik begrijp nu echter welk traject de dossiers afleggen en de redenen waarom dat cijfer zo hoog is.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Mme Taton nous a rejoint, en provenance d'une autre commission.

09 **Question de Julie Taton à Frank Vandenbroucke (VPM Affaires sociales, Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté) sur "La réforme du système d'évaluation du déficit immunitaire primaire (DIP)" (56014524C)**

09 **Vraag van Julie Taton aan Frank Vandenbroucke (VEM Sociale Zaken, Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding) over "De hervorming van het evaluatiesysteem voor primaire immuundeficiëntie (PID)" (56014524C)**

09.01 **Julie Taton** (MR): Merci, monsieur le président, et encore désolée pour mon retard.

Monsieur le ministre, les patients atteints de déficit immunitaire primaire vivent avec des maladies qui sont très lourdes, souvent invisibles, mais qui ont un impact réel sur leur quotidien: des infections à répétition, un traitement à vie, des hospitalisations fréquentes. Pourtant, sur le terrain, de nombreuses familles pointent les difficultés dans la reconnaissance de ces pathologies dans le système d'évaluation du handicap. Les critères actuels sont parfois jugés peu adaptés ou beaucoup trop flous, ce qui peut

conduire à des évaluations qui ne reflètent pas toujours la réalité vécue. Cela pose donc une question d'équité, mais aussi de cohérence dans notre système.

Dans ce contexte, j'aurais voulu avoir votre avis sur le processus de réflexion en cours sur une éventuelle réforme de l'évaluation des déficits immunitaires primaires. Comment comptez-vous mieux prendre en compte la réalité quotidienne de ces patients dans des critères d'évaluation? Quelles garanties pouvez-vous apporter pour assurer une évaluation plus juste et plus uniforme sur l'ensemble du territoire?

Merci beaucoup.

09.02 Rob Beenders, ministre: Merci beaucoup, madame Taton.

Étant donné que les critères d'octroi des allocations familiales majorées aux enfants handicapés relèvent entièrement de la compétence des communautés, des régions et de leur gouvernement, je ne suis pas en mesure de répondre, malheureusement, à vos questions. Pour information, la DG Personnes handicapées se base uniquement sur l'échelle médico-sociale telle qu'introduite par la loi de 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées.

09.03 Julie Taton (MR): Je vous remercie quand même d'avoir pris le temps de répondre à ma question. Merci beaucoup.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

10 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La stagnation pendant 10 ans du taux d'emploi des personnes en situation de handicap" (56015031C)

10 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De al 10 jaar lang stagnerende tewerkstellingsgraad bij personen met een handicap" (56015031C)

10.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, malgré les politiques d'inclusion, la part des travailleurs en situation de handicap reste quasi inchangée depuis dix ans, à un niveau extrêmement faible. Ce constat interpelle bien évidemment: si les dispositifs existent, ils ne produisent pas les effets attendus.

Pour nous, l'inclusion ne peut pas rester un objectif affiché. Elle doit devenir une réalité concrète, en levant les freins à l'embauche, en accompagnant mieux les employeurs et en valorisant pleinement les capacités de chacun sur le marché du travail. Il ne s'agit pas nécessairement d'ajouter des couches de dispositifs, mais de rendre ceux qui existent plus efficaces, plus lisibles et davantage orientés vers des résultats mesurables.

Partant, monsieur le ministre, quelles mesures concrètes entendez-vous prendre pour dépasser cette stagnation et augmenter significativement le taux d'emploi des personnes en situation de handicap? Comment comptez-vous lever les freins persistants, notamment du côté des employeurs, pour favoriser une inclusion réelle et durable?

10.02 Rob Beenders, ministre: Madame Hansez, je vous remercie de votre question.

La plupart des compétences relatives à l'emploi des personnes en situation de handicap (accompagnement, mesures d'activation, formation) relèvent des entités fédérées. Toutefois, il existe également des leviers importants à l'échelle fédérale, notamment la suppression des pièges à l'inactivité dans le système des allocations versées aux personnes en situation de handicap et la législation fédérale anti-discrimination.

À ma demande, mon administration travaille en ce moment à une réforme en profondeur des allocations versées aux personnes en situation de handicap. L'ambition est d'appliquer, avant la fin de la législature, une législation modernisée qui offre à autant de personnes que possible l'accès au marché du travail. Grâce à des combinaisons durables et flexibles entre travail et allocations et en rendant

transparentes les conséquences du passage à l'emploi, une réinsertion progressive et durable sur le marché du travail sera encouragée pour ceux qui peuvent et veulent travailler.

Je favoriserai un marché du travail inclusif et sensibilisant les employeurs et les partenaires sociaux aux opportunités ainsi qu'à leurs obligations, au droit à des aménagements raisonnables et aux mesures de soutien en vigueur. Sera également examinée la manière de renforcer le cadre légal relatif aux aménagements raisonnables.

En matière d'emploi public fédéral, le gouvernement a instauré des sanctions à l'encontre des administrations qui n'atteignent pas de manière structurelle l'objectif légal de 3 %. Un centre d'expertise est en cours de création au sein du SPF BOSA afin d'accompagner les administrations fédérales dans l'octroi d'aménagements raisonnables.

Le **président**: Madame Hansez, êtes-vous contente de la réponse de M. le ministre?

10.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Effectivement, il faut sortir d'une logique où l'inclusion des personnes en situation de handicap resterait uniquement un objectif de principe ou un affichage politique. Les chiffres sont là: le taux d'emploi est trop faible et évolue trop peu. On sait que, pendant ce temps, il y a énormément de talents, de compétences et de parcours qui restent encore à l'écart du marché du travail.

*Voorzitter: Nahima Lanjri.
Présidente: Nahima Lanjri.*

L'enjeu, aujourd'hui, est non seulement de créer des nouveaux dispositifs mais surtout de faire fonctionner réellement ceux qui existent déjà, de simplifier les démarches, d'améliorer l'accompagnement des employeurs – vous parliez de sensibilisation – et de sécuriser davantage les parcours professionnels. À cet égard, nous savons que nous pouvons compter sur vous. Je suis également heureuse d'entendre que votre administration travaille sur une législation modernisée entre flexibilité et allocations.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

11 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "Les causes des 66 % de refus des demandes d'allocations handicap et les réformes éventuelles" (56015032C)

11 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De oorzaken van de 66 % geweigerde invaliditeitsuitkeringen en de eventuele hervormingen" (56015032C)

11.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, le rapport 2025 du SPF Sécurité sociale révèle que 66 % des premières demandes d'allocation pour personne en situation de handicap sont refusées. Un tel taux interpelle évidemment fortement.

On se demande si les critères d'évaluation ne sont pas adaptés, si les personnes introduisent des demandes sans réel accompagnement ou si le système lui-même ne présente pas des dysfonctionnements structurels.

Pour nous, l'enjeu est double: garantir un accès juste aux droits pour ceux qui en ont besoin tout en assurant la crédibilité et l'efficacité du dispositif. Un taux de refus aussi élevé nourrit l'incompréhension des personnes, fragilise les demandeurs et questionne l'adéquation d'un cadre légal qui date de 1987.

Dans une logique d'activation et d'inclusion, il est essentiel de simplifier les procédures, de mieux orienter les demandeurs en amont et d'assurer une évaluation transparente et cohérente.

Dès lors, monsieur le ministre, j'ai deux questions. Dans une vision plus large, comment expliquez-vous un taux de refus aussi élevé et quelles en sont selon vous les causes principales?

Quelles réformes concrètes entendez-vous mettre en œuvre pour garantir un accès plus juste, plus lisible et plus rapide aux allocations pour personnes en situation de handicap?

Je vous remercie pour vos réponses.

11.02 Rob Beenders, ministre: Merci, madame Hansez, pour votre question.

Le taux de rejet élevé résulte des conditions légales strictes régissant l'octroi des allocations. Ainsi, pour l'allocation de remplacement de revenus, la capacité de gain doit être réduite d'au moins deux tiers, ce qui constitue un seuil élevé. Pour l'allocation d'intégration, il faut qu'il y ait une diminution de l'autonomie. À cela s'ajoutent les plafonds de revenus, ce qui fait qu'il peut arriver qu'une personne soit reconnue comme personne en situation de handicap, mais n'ait tout de même pas droit aux allocations parce que le revenu global est trop élevé.

C'est pourquoi j'ai pris l'initiative de réformer la loi de 1987 en modernisant la réglementation obsolète et en l'adaptant à la réalité sociale actuelle et aux normes internationales.

L'objectif est de parvenir à un système plus équitable et plus moderne, mieux adapté aux besoins des personnes en situation de handicap. C'est pourquoi la réforme doit s'appuyer sur les principes d'inclusion, de lutte contre la pauvreté, d'autonomie ainsi que sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes en situation de handicap.

Par ailleurs, je souhaite mettre fortement l'accent sur la simplification et l'accessibilité. La législation actuelle est trop complexe, ce qui entraîne des délais de traitement des demandes trop longs et la non-prise en compte de certains droits.

11.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Au-delà des chiffres, il faut entendre ce qu'un taux de refus de 66 % provoque concrètement chez les personnes qui sont concernées. Pour beaucoup, le fait d'introduire une demande d'allocations, c'est déjà reconnaître une situation de fragilité, parfois après un parcours médical, administratif ou professionnel extrêmement lourd. Lorsqu'une majorité des demandes est refusée, cela crée inévitablement de la méfiance, de l'incompréhension et un système de décrochage par rapport aux institutions.

Je suis toutefois heureuse d'entendre qu'une modification de la loi de 1987, que vous dites obsolète, est en cours afin d'assurer une plus grande équitabilité dans le respect de nos obligations internationales. La simplification que vous mentionnez, avec les délais trop longs comme cause principale, est évidemment une très bonne chose

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La fraude sociale dans la construction et la responsabilisation de la chaîne de sous-traitance" (56015034C)

12 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De sociale fraude in de bouwsector en de verantwoordelijkheid in de onderaannemingsketen" (56015034C)

12.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, l'affaire récente, datant du mois d'avril, dans le secteur de la construction, pour laquelle le parquet fédéral a requis de lourdes peines à l'encontre de dirigeants d'entreprises – jusqu'à cinq ans de prison – met à nouveau en lumière une problématique structurelle bien connue: celle de la fraude sociale liée à la sous-traitance en cascade. Dans un secteur marqué par une pénurie persistante de main-d'œuvre, ce modèle est devenu fréquent, mais il peut dériver lorsque des chaînes complexes de sous-traitance permettent de contourner les obligations légales, notamment via des sociétés écrans ou des structures éphémères qui éludent le paiement des cotisations. Les conséquences sont lourdes: concurrence déloyale pour les entreprises qui respectent les règles, pression sur les conditions de travail et manque à gagner significatif pour notre sécurité sociale.

Ce dossier illustre également une difficulté plus profonde, souvent relevée tant par les acteurs du secteur que par le ministère public. Nous disposons d'un arsenal juridique relativement complet, mais son application reste entravée par la complexité des montages, ainsi que par des moyens de contrôle et d'enquête encore insuffisants. En pratique, la preuve de l'implication des entrepreneurs principaux dans ces chaînes reste particulièrement difficile à établir.

Pour nous, la lutte contre la fraude sociale doit être une priorité, mais elle doit aussi s'inscrire dans une logique de concurrence loyale et de responsabilisation de l'ensemble de la chaîne, sans pénaliser les acteurs de bonne foi.

Dès lors, monsieur le ministre, comment le gouvernement entend-il renforcer concrètement les moyens du parquet fédéral, des auditorats du travail et des services d'inspection afin d'améliorer la détection et la poursuite de ces fraudes complexes? Envisagez-vous, par ailleurs, d'adapter le cadre légal afin de mieux responsabiliser les entrepreneurs principaux dans les chaînes de sous-traitance et de prévenir les contournements récurrents observés dans ce secteur?

Président: Denis Ducarme.

Voorzitter: Denis Ducarme.

12.02 Rob Beenders, ministre: Madame Hansez, la lutte contre la fraude sociale et le dumping social constitue une priorité absolue pour ce gouvernement et pour moi personnellement. Cet engagement est clairement inscrit dans l'accord de gouvernement et a été concrétisé dans ma déclaration et ma note de politique générale.

Dans les secteurs présentant un risque accru de fraude et de sous-traitance en cascade tels que la construction, une approche ciblée et cohérente est indispensable afin de garantir une concurrence loyale et de préserver notre sécurité sociale.

Dans le cadre de l'exécution du plan stratégique de la lutte contre la fraude sociale 2026-2029, le gouvernement a opté pour une approche orientée sur les risques et fondée sur des données probantes. Cela implique que les moyens humains et financiers disponibles soient déployés de manière ciblée, là où les risques et l'impact social sont les plus élevés, en particulier dans les cas de fraude grave et organisée. Concrètement, en concertation avec mes collègues compétents, j'ai renforcé la capacité des services d'inspection sociale, des auditorats du travail et de la coopération avec le parquet fédéral.

Le plan d'action de lutte contre la fraude sociale traduit ces choix stratégiques en mesures opérationnelles. Le nombre de contrôles conjoints et multidisciplinaires a ainsi sensiblement augmenté, avec une attention particulière pour les secteurs à risque comme la construction. Ces contrôles ne visent pas les entreprises de bonne foi, mais ciblent prioritairement le dumping social et les réseaux de fraude organisée.

Par ailleurs, un accent important est mis sur l'amélioration de l'échange de données, sur l'utilisation d'outils d'analyse avancée et sur le *data mining*. Ces instruments permettent de détecter plus rapidement les chaînes complexes de sous-traitance et de renforcer la constitution des dossiers de preuve.

En ce qui concerne la responsabilisation des entrepreneurs principaux, je partage le constat selon lequel la fraude sociale ne peut être appréhendée uniquement au niveau de l'exécutant final, mais doit être analysée dans le contexte de l'ensemble de la chaîne de sous-traitance.

Dans le cadre légal existant, il est déjà fait un usage maximal des instruments disponibles tels que la responsabilité dans le cadre de l'article 30*bis* et des dispositifs tels que le *check-in and check-out*. Je pense également à rendre opérationnelle la banque de données des dettes salariales instaurée dans le secteur du déménagement.

Parallèlement, conformément au plan stratégique 2026-2029, une évaluation est en cours afin de déterminer si des ajustements juridiques supplémentaires sont nécessaires pour lutter plus efficacement contre les pratiques de contournement récurrentes telles que le recours à des sociétés écrans ou à des structures éphémères.

Cette réflexion s'inscrit dans une démarche progressive et concertée, associant les partenaires sociaux ainsi que les acteurs de la chaîne de contrôle, dans le respect des principes de sécurité juridique et de proportionnalité, et sans pénaliser les entrepreneurs qui agissent de bonne foi.

Par ailleurs, un accent particulier a été mis sur une approche intégrée de cette problématique, en étroite collaboration avec les autres partenaires au sein du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale, dont je suis vice-président.

12.03 **Isabelle Hansez** (Les Engagés): Je vous remercie, monsieur le ministre.

Au-delà de l'accord de gouvernement que vous avez rappelé, nous savons que vous êtes très sensible à la lutte contre la fraude sociale. Cette affaire rappelle une réalité très simple: la fraude sociale organisée n'est pas une fraude sans victime. Elle fragilise notre sécurité sociale, elle met sous pression les conditions de travail et elle pénalise, souvent et surtout, les entreprises qui respectent les règles et qui subissent une concurrence totalement déloyale.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous. Je suis heureuse d'entendre que la branche judiciaire, trop souvent oubliée, a été – ou sera – renforcée afin de lutter contre la fraude sociale.

Nous nous réjouissons également de votre intention d'envisager certains ajustements juridiques dans l'ensemble de la chaîne de contrôle, comme vous l'avez clairement précisé.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 **Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'allocation d'intégration et l'évitement des effets de seuil lors de la reprise d'activité" (56015036C)**

13 **Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De integratietegemoetkoming en het vermijden van drempels bij een werkhervatting" (56015036C)**

13.01 **Isabelle Hansez** (Les Engagés): Monsieur le ministre, l'allocation d'intégration constitue un instrument central de notre politique en faveur des personnes en situation de handicap. Elle vise à compenser les surcoûts auxquels celles-ci sont confrontées dans leur vie quotidienne, afin de garantir leur participation effective à la vie sociale. Toutefois, plusieurs constats convergent, notamment relayés par Unia; ils mettent en évidence une difficulté structurelle dans le fonctionnement actuel des dispositifs.

En effet, les plafonds de revenus pris en compte pour l'octroi de l'allocation d'intégration peuvent conduire, et on en a déjà parlé aujourd'hui, dans certains cas, à une diminution rapide, voire à une suppression de l'allocation dès qu'une personne reprend une activité professionnelle. Cette situation devient problématique lorsque cette reprise d'activité est suivie d'une période d'incapacité de travail ou d'une période de chômage. Concrètement, une personne peut ainsi se retrouver avec des revenus de remplacement, donc des indemnités de maladie ou des allocations de chômage, tout en ayant perdu tout ou partie de son allocation d'intégration, alors même que les surcoûts liés à son handicap au quotidien demeurent inchangés.

Une telle situation met en question la cohérence de notre état social actif. Nous encourageons légitimement la participation au marché du travail, mais certains mécanismes peuvent encore générer des effets de seuil et une insécurité financière en cas de parcours professionnels discontinus. Dans cette perspective, plusieurs acteurs suggèrent de revoir les plafonds d'exonération des revenus de remplacement dans le calcul de l'allocation d'intégration, afin d'éviter qu'une période d'emploi ne se traduise trop rapidement par une perte de droit en cas d'aléas.

Monsieur le ministre, vous avez déjà donné quelques éléments de réponse précédemment, mais je vous repose mes trois questions. Une réflexion est-elle actuellement en cours au sein de vos services, notamment au niveau du SPF Sécurité sociale, concernant une adaptation de ces plafonds, en particulier pour les revenus de remplacement? Comment entendez-vous garantir que la reprise d'une activité professionnelle ne puisse à terme fragiliser davantage les personnes en situation de handicap

en cas d'interruption de carrière ou de transition de carrière? Enfin, envisagez-vous des ajustements réglementaires permettant de mieux articuler la logique de compensation d'un handicap avec les politiques d'activation, dans un souci de cohérence et de sécurité juridique?

13.02 Rob Beenders, ministre: Madame Hansez, je vous remercie pour votre question à laquelle je vais répondre par certains éléments déjà communiqués à l'occasion d'autres questions. Il importe de les répéter car il s'agit d'une réforme très importante.

Mon cabinet examine actuellement, en collaboration avec le SPF Sécurité sociale, comment nous pouvons résoudre ce problème et nous envisageons notamment de relever le seuil d'exonération pour les revenus de remplacement afin que les personnes en situation de handicap percevant un tel revenu puissent continuer à bénéficier de l'allocation d'intégration. Une analyse d'impact budgétaire est en cours à ce sujet.

En relevant le seuil d'exonération pour les revenus de remplacement, nous voulons justement éviter que les personnes ayant droit à l'allocation d'intégration se retrouvent en difficulté après une période d'emploi parce que leur allocation d'intégration leur est retirée en raison de seuils d'exonération trop bas.

L'objectif de toute la réforme de la loi de 1987 est précisément de mieux aligner la logique de la compensation du handicap sur la politique d'activation du gouvernement et de promouvoir la cohérence et la sécurité juridique. C'est pourquoi la législation actuelle, trop complexe, doit être simplifiée et les personnes en situation de handicap qui le souhaitent et en sont capables doivent avoir la possibilité de travailler, sans être pénalisées par la suite par la perte de leurs droits financiers.

13.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, le point essentiel ici, c'est vraiment la cohérence de notre État social actif. On ne peut pas encourager les personnes en situation de handicap à reprendre une activité professionnelle si, au moindre accident de parcours, elles risquent ensuite de perdre une partie importante de leur sécurité financière.

Comme je l'ai dit, les surcoûts liés au handicap ne disparaissent évidemment pas lorsqu'une personne tombe malade ou perd son emploi. Nous devons donc veiller à ce que les mécanismes d'activation ne créent pas indirectement de nouvelles formes de précarité ou d'effet de seuil. Mais je pense que vous êtes tout à fait conscient de ces impacts possibles et que votre réforme ira dans le bon sens.

Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

14 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La relance de la coordination interfédérale et le renforcement de la stratégie Handicap 2022-2030" (56015037C)

14 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het heropstarten v.d. interfederale coördinatie en het aanscherpen v.d. strategie Handicap 2022-2030" (56015037C)

14.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, la question de la coordination interfédérale en matière de politique du handicap demeure un enjeu central dans notre pays, au regard de la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoir. Dans ce contexte, la Conférence interministérielle Handicap constitue un levier essentiel pour renforcer la cohérence, la lisibilité et l'efficacité des politiques menées en faveur des personnes en situation de handicap. Par ailleurs, plusieurs acteurs, dont Unia, soulignent l'importance de renforcer l'impact de la Stratégie interfédérale Handicap 2022-2030, notamment en tant qu'outil de mise en œuvre des recommandations du comité des Nations Unies relatif aux droits des personnes handicapées.

Dès lors, la relance d'une dynamique interfédérale structurée apparaît comme une condition nécessaire pour traduire ces objectifs en actions concrètes et coordonnées. Monsieur le ministre, pouvez-vous nous indiquer si une relance prochaine de la Conférence interministérielle Handicap est envisagée et, le cas échéant, si un calendrier est déjà connu? Quelles priorités entendez-vous inscrire à l'agenda de

cette éventuelle relance, en particulier en matière de coopération interfédérale? Comment envisagez-vous d'associer les organisations représentatives des personnes en situation de handicap ainsi qu'Unia aux travaux qui pourraient être menés dans ce cadre? Enfin, quelles initiatives concrètes sont à l'étude afin de renforcer l'impact de la Stratégie interfédérale Handicap 2022-2030 et d'assurer une mise en œuvre plus effective des recommandations du comité des Nations Unies?

14.02 Rob Beenders, ministre: Madame, la CIM Handicap a été relancée l'année passée et s'est réunie pour la première fois le 17 décembre 2025. Son programme de travail pour 2025-2029 et les groupes de travail ont été approuvés en février. Le programme prend en compte les recommandations du comité des Nations Unies et de la société civile et guidera l'action de la CIM au cours de cette législature. Les axes de travail sont les suivants: l'alignement des définitions et des évaluations du handicap; la protection sociale et la lutte contre la pauvreté; la promotion de l'emploi des personnes en situation de handicap; l'inclusion, la participation et la sensibilisation aux droits des personnes en situation de handicap et à la Convention des Nations Unies; la collecte des données et des statistiques relatives au handicap; l'accessibilité. Les chantiers des groupes de travail sont actuellement en train d'être lancés.

Concernant la troisième question, la plateforme existante des conseils consultatifs en matière de handicap sera associée au fonctionnement de la CIM Handicap. Lors de sa première réunion, il a été décidé de mettre à jour la stratégie interfédérale et les travaux à cet effet débiteront ce mois-ci.

14.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Merci, monsieur le ministre, pour ces informations précises en termes d'agenda notamment.

Je pense effectivement qu'en matière de handicap aucune politique efficace ne peut fonctionner sans véritable coordination interfédérale dans notre pays. La relance de la CIM et de cette dynamique sont essentielles si nous voulons enfin transformer les stratégies et les recommandations en avancées concrètes pour les personnes concernées. Je vais d'ailleurs prochainement déposer un texte à ce sujet. Nous savons que vous êtes également sensible à cette question. La promotion de l'emploi comme priorité au sein du groupe de travail est évidemment une chose que je ne peux que saluer.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

15 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La lutte contre la fraude sociale et l'état d'avancement des campagnes de prévention" (56015055C)

15 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De strijd tegen sociale fraude en de stavaza betreffende de preventiecampagnes" (56015055C)

15.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, la lutte contre la fraude sociale et le dumping social constitue un enjeu central pour garantir l'équité entre travailleurs et entreprises, ainsi que la soutenabilité de notre modèle social et de la cohésion sociale. Nous savons, monsieur le ministre, que vous partagez l'importance de cet enjeu.

Dans ce cadre, votre plan stratégique 2026-2027 met, à juste titre, l'accent sur le renforcement de la prévention, notamment via des campagnes d'information et de sensibilisation, menées en coopération avec des partenaires clés tels que l'Autorité européenne du travail (ELA), les partenaires sociaux et les services d'inspection.

Ainsi est-il prévu que, pour la période 2026-2027, ces campagnes soient intensifiées, avec une attention particulière portée aux jeunes et un recours accru aux canaux numériques. En 2026, une campagne coordonnée au niveau européen, à laquelle participe le SIRS, doit porter sur la sécurité sociale, tandis qu'une campagne plus générale axée sur les avantages du travail légal doit également être lancée à l'échelle nationale. Ces initiatives s'accompagnent d'objectifs opérationnels clairs, notamment en matière de diffusion, d'actions de terrain et de mesure des effets, selon une méthodologie inspirée des standards de l'ELA.

Dans ce contexte, monsieur le ministre, pensez-vous aujourd'hui faire état à la Chambre de la mise en

œuvre concrète de ces campagnes prévues pour 2026, tant au niveau de la campagne européenne coordonnée avec l'ELA que de la campagne nationale portée par le SIRS? Comment ces campagnes s'articulent-elles avec les actions de terrain des services d'inspection, notamment les contrôles ciblés, afin de maximiser leur effet dissuasif et pédagogique?

15.02 Rob Beenders, ministre: Pour l'année 2026, deux axes majeurs sont prévus: pour commencer, une campagne européenne coordonnée, axée sur la sécurité sociale et les droits et obligations liés au travail légal, à laquelle la Belgique participe activement via le SIRS. Cette campagne est menée sous l'égide de l'Autorité européenne du travail (ELA) et s'appuie sur ses standards méthodologiques en matière de communication ciblée, de partenariats transnationaux et d'évaluation des effets.

Deux campagnes de prévention ont déjà été lancées par l'ELA. La première abordait les aspects positifs du travail déclaré et la seconde portait sur la sécurité sociale. Ces deux campagnes ont rencontré beaucoup de succès. En effet, les vidéos de la campagne sécurité sociale ont fait plus de 34 millions de vues et provoqué plus de 260 millions de réactions. Et la campagne concernant le travail déclaré a obtenu plus d'un million de vues. Une troisième campagne a été lancée ce 24 avril 2026 et porte sur les soins de santé.

Deuxièmement, une campagne nationale complémentaire portée par le SIRS est actuellement en cours de préparation et sera lancée au cours de l'été 2026. Elle mettra en avant les avantages du travail déclaré tant pour les travailleurs que pour les employeurs et visera à renforcer la culture de conformité sociale. Ces campagnes sont assorties d'objectifs opérationnels précis en matière de diffusion, d'action de terrain, de partenariats et de mesures d'impact, conformément à une approche "*evidence informed*" inspirée des bonnes pratiques européennes promues par l'ELA.

La prévention ne peut toutefois être efficace que si elle s'inscrit dans une approche intégrée de la chaîne de contrôle. C'est pourquoi ces campagnes sont étroitement articulées avec les actions de terrain des services de l'inspection. En effet, les inspecteurs sociaux sur le terrain reçoivent les brochures créées lors des campagnes, ainsi que les codes QR renvoyant aux différentes vidéos ou pages web afin qu'ils soient en mesure de distribuer toutes les informations lors des contrôles qu'ils effectuent.

Le SIRS joue à cet égard un rôle central de coordination en assurant la cohérence entre campagnes de prévention, analyses de risques et actions de contrôle et en veillant à une évaluation continue de leur efficacité. Par ailleurs, des contrôles éclairs annoncés sont effectués plusieurs fois par an dans différents secteurs et les différents partenaires, les services d'inspection ainsi que les journalistes sont informés de ces contrôles éclairs par un e-mail du SIRS. Cette information est ensuite relayée sur les réseaux sociaux afin que les employeurs concernés puissent se préparer au mieux pour un éventuel contrôle.

Des check-lists sont également mises à disposition sur le site web du SIRS, ce qui permet à un employeur de vérifier lui-même s'il est en ordre.

15.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie de vos réponses.

Ces campagnes de prévention sont en effet fondamentales. Vous nous en avez déjà présenté deux. Votre planning est bien arrêté à ce sujet. La lutte contre la fraude sociale ne peut effectivement pas reposer uniquement sur la sanction. Je sais que, sur cette question, nous sommes d'accord. Il importe donc de renforcer la sensibilisation, notamment auprès des jeunes travailleurs et des secteurs les plus exposés afin de mieux connaître les droits, les obligations et les risques liés au travail illégal.

Bien évidemment, cette prévention doit aller de pair avec des contrôles crédibles et visibles sur le terrain. Vous avez parlé d'approches intégrées. Cela me semble important. Nous savons que vous vous efforcerez de remplir cette condition, monsieur le ministre.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

16 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La position de la Belgique en ce qui concerne la sous-traitance en cascade et le dumping social" (56015056C)

16 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het standpunt van België inzake meervoudige onderaannesteding en sociale dumping" (56015056C)

16.01 **Isabelle Hansez** (Les Engagés): Monsieur le ministre, la question des chaînes de sous-traitance en cascade s'impose aujourd'hui comme un enjeu central dans la lutte contre le dumping social en Europe. Si la sous-traitance constitue un outil légitime d'organisation économique, notamment dans des secteurs complexes et fortement internationalisés comme le transport routier ou la construction, elle peut également, lorsqu'elle est poussée à l'extrême ou insuffisamment encadrée, devenir un vecteur de contournement des règles sociales et fiscales.

De nombreuses analyses récentes soulignent que ces chaînes longues et fragmentées peuvent entraîner une dilution des responsabilités entre donneurs d'ordre et sous-traitants successifs, compliquer l'action des services d'inspection et, dans certains cas, favoriser des pratiques de fraude ou d'exploitation. Elles peuvent également exercer une pression à la baisse sur les conditions de travail et créer des distorsions de concurrence au détriment des entreprises respectueuses des règles.

Dans ce contexte, le Parlement européen a récemment adopté une résolution invitant la Commission à examiner l'opportunité d'un cadre européen renforcé et d'une stratégie européenne de lutte contre l'exploitation des travailleurs, visant notamment à améliorer la transparence, à responsabiliser les acteurs tout au long de la chaîne et à renforcer la coopération entre autorités nationales, en particulier via l'Autorité européenne du travail (AET). Tout ceci dans le cadre du futur Quality Jobs Act.

Ces développements font directement écho aux priorités de la Belgique en matière de lutte contre la fraude sociale et en matière de promotion d'une concurrence loyale que vous portez.

Dans ce contexte, monsieur le ministre, quelle lecture portez-vous sur ces évolutions au niveau européen, au regard des enjeux de lutte contre la fraude sociale et le dumping? Si la Commission européenne devait donner suite à cette demande, dans quelle mesure la Belgique serait-elle disposée à soutenir une initiative au sein du Conseil de l'Union? Enfin, comment entendez-vous dans ce cadre veiller à un équilibre entre l'objectif de lutte contre les abus et la nécessité de préserver la compétitivité de nos entreprises?

16.02 **Rob Beenders**, ministre: La sous-traitance comme modèle commercial est légitime. Elle est essentielle pour les PME. Grâce à la sous-traitance, les entreprises ont accès à une expertise spécialisée et peuvent s'adapter rapidement pour répondre aux besoins changeants de l'entreprise et rester compétitives. Parallèlement, comme l'a souligné l'AET dans son rapport, la sous-traitance peut également conduire à des pratiques abusives et à un mauvais respect des règles du travail, comme le non-paiement des salaires et des cotisations à la sécurité sociale, ou de la garantie de la sécurité au travail. Cela peut à son tour créer une concurrence déloyale et une baisse de la qualité de l'emploi.

La vice-présidente Mînzatu et les services de la Commission européenne explorent comment l'Union européenne devrait agir pour lutter contre ces pratiques qui conduisent à l'exploitation et à la maltraitance des travailleurs, sans entraver la liberté des entreprises de mener leurs activités. En général, l'approche européenne en la matière rejoint complètement celle de la Belgique qui, tant au niveau du plan stratégique 2026-2029 de lutte contre la fraude sociale qu'au niveau de sa mise en œuvre opérationnelle, met l'accent sur une approche fondée sur la prévention, sur le renforcement des services d'inspection, sur une politique de sanctions plus stricte ainsi que sur l'intensification de la collaboration sur les plans national et international, notamment avec l'AET, avec qui les services d'inspection belges collaborent déjà étroitement.

Je vous renvoie également à ma note de politique et à ma réponse à votre question sur la chaîne de la sous-traitance dans le secteur de la construction. La Belgique dispose déjà d'outils et d'une expérience qui peuvent nourrir le projet européen. Je pense notamment à la simplification de la législation, avec des règles claires sur les responsabilités et sur les obligations; au durcissement des sanctions et à une meilleure détection afin de cibler les chaînes de sous-traitance frauduleuses ou fictives.

La Belgique analysera avec beaucoup de soin la proposition législative de la Commission européenne et donnera son positionnement à ce sujet le moment venu. Mais il est clair que cette initiative provenant de l'Union européenne devra tenir compte de manière équilibrée du maintien de la compétitivité et établir une mobilité équitable de la main-d'œuvre au sein de l'Union européenne.

16.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Je vous remercie pour votre réponse, monsieur le ministre.

Je suis heureuse d'entendre que le plan et les réflexions de l'Union européenne rejoignent les nôtres. Nous ne pourrions qu'être au rendez-vous au niveau européen, comme nous l'avons toujours été en tant que pays fondateur.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

17 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "L'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire aux inspecteurs du travail" (56015063C)

17 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "Het toekennen van het statuut van officier van gerechtelijke politie aan arbeidsinspecteurs" (56015063C)

17.01 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, dans le cadre de la loi-programme, deuxième version, récemment votée au sein de cette commission, une réforme importante a été adoptée afin de renforcer la lutte contre la fraude sociale dans le secteur du transport routier, en étendant les compétences de l'Inspection du travail, notamment via la modification de l'article 51 du Code pénal social.

Comme on le sait, cette évolution vise à permettre aux inspecteurs du travail d'obtenir la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) et ainsi d'agir de manière plus autonome, notamment en matière de perception immédiate et de consignation, afin de renforcer l'efficacité des contrôles sur le terrain. Monsieur le ministre, vous savez que nous vous soutenons dans cette réforme que nous jugeons essentielle pour renforcer la lutte contre la fraude sociale.

Vous avez indiqué que l'Inspection du travail pourrait apporter son expertise plus fréquemment lors de contrôles conjoints avec les zones de police locale et que cet élargissement des compétences pourrait générer environ 2,5 millions d'euros de recettes supplémentaires, avec un objectif de mise en œuvre d'ici l'été.

Dans ce contexte, monsieur le ministre, si la loi-programme venait à être adoptée prochainement en séance plénière, pouvez-vous préciser si les contrôles conjoints avec les zones de police locale futures nécessiteront encore des adaptations juridiques ou réglementaires complémentaires? Confirmez-vous l'objectif d'une mise en œuvre d'ici l'été? Quelles seront les étapes concrètes encore nécessaires pour atteindre cet objectif sur le terrain?

17.02 Rob Beenders, ministre: Madame Hansez, l'octroi de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) aux inspecteurs sociaux de l'équipe "transport" du Contrôle des lois sociales (CLS) n'a pas d'incidence particulière sur leur collaboration avec la police locale. Ces inspecteurs sociaux conservent leurs compétences telles que définies dans le Code pénal social et, certainement, lorsque leur mission n'est pas imposée par une autorité judiciaire. Ils peuvent toujours requérir l'assistance de la police et donc coopérer avec la police locale.

En modifiant l'article 51 du Code pénal social, nous étendons uniquement le champ d'application existant pour les inspecteurs sociaux dotés de la compétence d'OPJ à la réglementation des transports, afin qu'ils puissent imposer les perceptions immédiates et consignations prévues dans le catalogue des amendes. Grâce à cette expertise et à cette compétence supplémentaire, l'équipe "transport" du CLS pourra soutenir davantage les actions de la police locale et accroître ses capacités d'action. Bien entendu, le parquet, l'auditorat du travail et les juges d'instruction pourront recourir à ces inspecteurs sociaux spécialisés en vertu de leur compétence d'OPJ. Cependant, dans ce cas, ils travailleront dans le cadre juridique d'une enquête judiciaire sous la direction du magistrat concerné.

En plus de l'adoption de l'article 51 du Code pénal social, via la loi-programme, deux arrêtés royaux doivent encore être modifiés, d'une part, pour rendre effectivement compétents les inspecteurs sociaux du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (ETCS) dotés de la qualification d'OPJ et, d'autre part, pour établir les conditions en matière d'expérience et de formation de ceux-ci. Ces deux projets d'arrêté royal suivent en ce moment la procédure d'avis nécessaire. Sans pouvoir me prononcer pour l'instant sur un délai définitif, je m'attends à ce que le cadre légal soit prêt dans les délais prévus afin que le SPF ETCS puisse ensuite, au second semestre de cette année, entreprendre la mise en œuvre pratique, comme l'organisation du trajet de formation et la constitution des dossiers de proposition, de sorte que les inspecteurs puissent être assermentés par le procureur général de leur lieu de résidence.

17.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse et de vos éclaircissements à ce sujet.

Je vous remercie également de vos précisions quant à l'adoption future des deux arrêtés royaux que vous venez de mentionner. J'entends que vous insistez sur la nécessité du trajet de formation pour l'acquisition de ces nouvelles compétences pour les inspecteurs concernés.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

18 Vraag van Ellen Samyn aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De publicatie en de concrete inhoud van het Federaal Actieplan handicap 2025-2029" (56015118C)

18 Question de Ellen Samyn à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La publication du Plan d'action fédéral handicap 2025-2029 et sa teneur" (56015118C)

18.01 Ellen Samyn (VB): Voor ik de kwestie van het federaal actieplan aankaart, geef ik graag een pluim aan mevrouw Hansez voor haar interessante vragen.

Mijnheer de minister, toen ik mijn vraag indiende naar aanleiding van de goedkeuring op 3 april van het Federaal Actieplan handicap 2025-2029 in de ministerraad, was de concrete inhoud van de 118 maatregelen nog niet beschikbaar. Intussen heb ik het plan teruggevonden en betreur ik alvast dat ik vandaag blijkbaar de enige ben die daarover vragen stelt, want het raakt aan alle beleidsdomeinen. Ik wacht ook met een visadempje af wanneer u het plan in onze commissie formeel zult komen voorstellen.

Het plan bevat heel wat goede intenties, zoals toegankelijkheid, inclusieve dienstverlening, arbeidsparticipatie, mobiliteit en sociale bescherming. Goede intenties alleen volstaan natuurlijk niet. De vraag is vooral hoe dat budgettair, concreet en afdwingbaar wordt onderbouwd.

Vooraf tewerkstelling blijft bijzonder problematisch. Terwijl de federale overheid al jaren een quotum van 3 % voor personen met een handicap heeft, haalt ze dat cijfer nog altijd niet. In het plan lezen we dat de federale overheid in 2024 gemiddeld amper 1,36 % haalde. Ook de cijfers voor 2025, die ik heb opgevraagd, geven geen goed rapport. Dat is pijnlijk, want de overheid moet een voorbeeldrol spelen. Men kan moeilijk private werkgevers aansporen wanneer men zelf niet in de buurt komt van de eigen norm.

Ook op het vlak van toegankelijkheid blijft de timing ruim. Publiek toegankelijke gebouwen tegen 2036 en een visie inzake mobiliteit richting 2028 en 2040, voor wie vandaag niet via een toegankelijk station kan reizen, noch zelfstandig de trein kan nemen of botst op ontoegankelijke overheidsdiensten, is dat natuurlijk onvoldoende.

Mijnheer de minister, wanneer zal het plan in het Parlement worden voorgesteld? Welke concrete budgetten worden eraan gekoppeld, globaal en per beleidsdomein? Hebt u met alle betrokken ministers samengezeten en blijven zij ook verantwoordelijk voor de uitvoering binnen hun bevoegdheden?

Hoe vermijdt u dat het plan opnieuw een bundel van goede intenties – daar twijfel ik niet aan – wordt, zonder afdwingbare resultaten, onder meer op het vlak van tewerkstelling, mobiliteit en digitale dienstverlening?

Hoe worden personen met een handicap en hun organisaties structureel betrokken bij de uitvoering en de evaluaties?

18.02 Minister **Rob Beenders**: Het Federaal Actieplan handicap 2025–2029 zal inderdaad in de commissie worden voorgesteld. Ik heb begrepen dat men een datum zoekt om dat binnenkort te programmeren. Wellicht wordt het juni.

De uitvoering van alle maatregelen blijft de verantwoordelijkheid van de bevoegde minister, want het Federaal Actieplan is een kaderdocument voor de federale regering en heeft als dusdanig geen budgettaire impact. In eerste instantie is het de bedoeling dat de maatregelen worden uitgevoerd binnen de bestaande of vastgelegde kredieten. Als er nieuwe kredieten nodig zijn, dan zal de bevoegde minister daarvoor in de regering moeten onderhandelen.

Alle leden van de federale regering, alsook alle federale administraties zijn nauw betrokken bij de opmaak van het plan. We hebben gekozen voor dialoog en cocreatie. Bij elke beleidscel en in elke federale administratie werden handicapreferenten aangesteld, die samen het federaal netwerk handicap vormen. Via dat federaal netwerk handicap werd een heel intensief traject gevolgd om het ambitieniveau te bepalen en de maatregelen duidelijk te identificeren. Er werd niets opgelegd en er werd van onderuit gewerkt aan maatregelen die ambitieus, maar ook realiseerbaar zijn. Op die manier creëert men ook eigenaarschap voor de ambities in het document.

Uiteraard werden ook de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap en Unia systematisch betrokken. De bijdragen van onder andere die twee organisaties vormden de basis voor de discussies in het federaal netwerk. Zij hebben uiteindelijk ook een formeel advies over het ontwerpplan gegeven. Ook het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen en twee organisaties van vrouwen en meisjes met een handicap werden bevraagd om aandacht voor de genderdimensie te verzekeren.

18.03 **Ellen Samyn** (VB): Dank u wel, mijnheer de minister, voor uw antwoord. Ik zal dus nog moeten wachten op een uitgebreide bespreking tot er een datum is gevonden.

Ik blijf erbij dat het een goed plan is, maar dat goede intenties nog niet betekenen dat alles zal worden uitgevoerd. Ik reken daarvoor op u en op de collega's dat dat ook effectief gebeurt. U weet dat de tewerkstellingsgraad zeker bij de federale overheid een van mijn stokpaardjes is. In het plan stonden nog cijfers van 2024. Ik beschik over de cijfers van 2025, maar ook die zijn allesbehalve goed. Hoe kunt u aan werkgevers in de privésector het goede voorbeeld geven? Ik hoop dus dat het niet alleen bij intenties blijft.

We moeten er ook voor zorgen dat de betrokkenen gemakkelijk op hun werk raken. Er is een grote bereidheid bij personen met een handicap om te werken, maar ze botsen helaas nog altijd op heel veel letterlijke en figuurlijke drempels. Die moeten worden weggewerkt. Ik hoop dat daar echt werk van wordt gemaakt en dat een aanzienlijk deel van de 118 mooie maatregelen deze legislatuur ook werkelijk wordt uitgevoerd.

Wij zullen daar ongetwijfeld verder op een constructieve manier over in gesprek gaan. Nogmaals, ik kijk uit naar uw plan.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Avant de vous donner la parole, monsieur le ministre, il reste un problème à éclaircir concernant une question qui a été transmise par madame Lanjri.

Apparemment, le cabinet l'a renvoyée à un autre ministre, sans en expliquer la raison. Nous verrons donc cela en fin de commission. Avant cela et comme même les meilleures choses ont une fin, Mme Hansez peut reprendre la parole pour sa dernière question.

19 Question de Isabelle Hansez à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La stratégie européenne pour les droits des personnes handicapées" (56015988C)

19 Vraag van Isabelle Hansez aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De Europese strategie inzake de rechten van personen met een handicap" (56015988C)

19.01 **Isabelle Hansez** (Les Engagés): Monsieur le ministre, me revoilà avec la stratégie européenne pour les droits des personnes handicapées. C'est à nouveau une question d'actualité puisqu'elle a fait la une dans la doctrine européenne la semaine passée. La Commission européenne a récemment présenté une communication visant à renforcer la stratégie européenne pour les droits des personnes handicapées à l'horizon 2030. Cette communication constitue une étape importante à mi-parcours de la stratégie 2021-2030 et vise clairement à accélérer la transformation des politiques publiques en matière de handicap dans les États membres.

La Commission y souligne que, malgré certaines avancées, les personnes en situation de handicap continuent de faire face à d'importants obstacles en matière d'accessibilité, d'emploi, de mobilité, de logement, d'éducation, d'accès aux soins ou encore de participation à la vie démocratique et sociale. Le texte insiste également sur la nécessité d'intégrer davantage la question du handicap dans l'ensemble des politiques publiques européennes, le *mainstreaming*, notamment dans les domaines du numérique, de l'intelligence artificielle, des transports, du logement, de l'emploi, de la préparation aux situations d'urgence ou encore des services publics. La communication met aussi en évidence un constat que l'on connaît – le faible taux d'emploi des personnes en situation de handicap dans l'Union européenne, et souligne que leur exclusion du marché du travail constitue non seulement un enjeu social mais également un coût important pour l'UE. La Commission appelle ainsi les États membres à renforcer les politiques d'inclusion professionnelle, les aménagements raisonnables et l'accessibilité des environnements de travail. Enfin, la Commission précise que cette stratégie renforcée reposera principalement sur une meilleure mobilisation des instruments européens existants, notamment le Fonds social européen+ (FSE+), et le Fonds de cohésion plutôt que sur de nouveaux financements européens dédiés.

Monsieur le ministre, quels enseignements tirez-vous de cette communication d'évaluation à mi-parcours du plan 2021-2030?

Comment la Belgique entend-elle s'inscrire dans cette nouvelle phase de la stratégie européenne en matière de handicap, notamment concernant l'accessibilité, l'autonomie, la participation sociale et l'inclusion professionnelle des personnes en situation de handicap?

Une réflexion ou une concertation est-elle envisagée afin d'identifier les leviers concrets permettant de mieux intégrer la question du handicap dans l'ensemble des politiques publiques?

Des consultations avec la Commission européenne sont-elles programmées dans le cadre de cette mise en œuvre?

19.02 **Rob Beenders**, ministre: J'accueille favorablement la communication de la Commission européenne relative à la 2^e phase de la stratégie européenne en faveur des droits des personnes handicapées, qui comprend plusieurs nouvelles initiatives et actions phares. Au niveau de l'Union européenne, j'ai plaidé en faveur d'une 2^e phase ambitieuse de cette stratégie auprès de mes collègues ministres des autres États membres de l'Union européenne ainsi que de la Commission européenne.

À l'instar de la 1^{re} phase, cette nouvelle communication contient également plusieurs appels adressés aux États membres. Je m'investirai dans la mise en œuvre de ce cadre pour la politique européenne en matière de handicap. En décembre dernier, la conférence interministérielle Handicap a décidé d'actualiser la Stratégie Interfédérale Handicap 2022-2030. La stratégie européenne s'inscrit dans ce cadre, et les nouvelles initiatives européennes seront donc prises en compte dans ce processus.

Par ailleurs, le Plan d'action fédéral handicap 2025-2029, approuvé le mois dernier par le Conseil des ministres, constitue le plan du gouvernement visant à favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap. Il comporte 118 mesures couvrant tous les aspects de la vie, notamment l'autonomie, l'accessibilité et l'emploi. En outre, la réforme de la loi de 1987 relative aux allocations aux personnes

en situation de handicap, que je prépare actuellement avec mon administration, vise également à améliorer le taux d'emploi des personnes en situation de handicap.

Le suivi de la stratégie européenne est assuré au sein de la plateforme européenne du handicap au niveau des experts, et mon administration y participe. Pour ma part, j'en assurerai le suivi au sein du Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs" (EPSCO), ainsi que dans le cadre de mes contacts au niveau de l'Union européenne.

19.03 Isabelle Hansez (Les Engagés): Monsieur le ministre, je suis heureuse d'entendre que la communication de la Commission européenne sera également prise en compte dans la conférence interministérielle.

Je vous prie de m'excuser pour le grand nombre de questions posées mais il s'agit en réalité de l'ensemble des questions d'actualité accumulées ces dernières semaines. Cela nous permet toutefois de mieux ancrer vos réponses. Le fait qu'il y ait eu certaines répétitions contribue également à renforcer la compréhension des éléments apportés.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Le **président**: Monsieur le ministre, que s'est-il passé avec la question de Mme Lanjri? Madame la députée, souhaitez-vous la développer?

20 Vraag van Nahima Lanjri aan Rob Beenders (Consumentenbescherming, Socialefraudebestrijding, Personen met een handicap en Gelijke Kansen) over "De antidiscriminatiewetgeving en de stand van zaken m.b.t. het dataminingproject" (56016074C)

20 Question de Nahima Lanjri à Rob Beenders (Protection des consommateurs, Lutte contre la fraude sociale, Personnes handicapées et Égalité des chances) sur "La législation antidiscrimination et l'état d'avancement du projet de datamining" (56016074C)

20.01 Nahima Lanjri (cd&v): Mijnheer de voorzitter, dank u dat ik mijn vraag nog kan stellen.

Mijnheer de minister, uit de recente studie van professor Stijn Baert, uitgevoerd in opdracht van de stad Antwerpen, blijkt dat de leeftijdsdiscriminatie helaas nog is toegenomen ten opzichte van eerdere metingen in 2020 en 2021. Oudere kandidaten kregen slechts in 24 % van de gevallen een positieve reactie op hun sollicitatie, terwijl jongeren in 40 % van de gevallen een positieve reactie kregen.

In juli vorig jaar stelde ik u al vragen over discriminatie. U hebt toen onder meer verwezen naar de datamining die bezig was en naar de mogelijkheden om discriminatie te bestraffen. U hebt toen ook beloofd om de antidiscriminatiewetgeving grondig te evalueren en een stand van zaken op te maken van de 73 aanbevelingen die in de vorige legislatuur zijn gedaan. Die aanbevelingen zijn door een evaluatiecommissie geformuleerd.

Recenter, in januari, heb ik minister David Clarinval over de leeftijdsdiscriminatie ondervraagd. Hij heeft mij toen beloofd om samen met u en met minister Annelies Verlinden aan een coherente preventie- en handhavingsaanpak te werken. Mijnheer de minister, ik heb hierover een aantal vragen.

Ten eerste, hoe is het intussen gesteld met uw overleg met de andere ministers over de 73 aanbevelingen? Heeft dat overleg plaatsgevonden? Wat is daarvan het resultaat? Welke van die 73 aanbevelingen zijn intussen uitgevoerd? Wat is de concrete timing? Ik denk dat we moeten vermijden om opnieuw jaren te verspillen om op het einde vast te stellen dat we niets hebben gedaan met de aanbevelingen uit de vorige legislatuur.

Ten tweede, het dataminingproject heeft twee jaar stilgelegen. U hebt beloofd dat opnieuw leven in te blazen en een samenwerking op te zetten met de regio's en andere overheidsdiensten. Hoe ver staat het daarmee? Is dat project gereactiveerd? Worden de lijsten met hoogrisicobedrijven vandaag daadwerkelijk gebruikt voor gerichte controles door de sociale inspectie?

Ten derde, welke concrete preventiemaatregelen hebt u sindsdien genomen?

Ten vierde, bent u bereid om opnieuw administratieve geldboetes in te voeren, zoals die bestonden vóór 2010, wanneer er sprake is van discriminatie op de arbeidsmarkt?

Ten vijfde, het koninklijk besluit om praktijktesten door derden mogelijk te maken, is er nog altijd niet. Wanneer komt dat er? Ik denk dat u daarin een rol hebt te spelen.

Ten zesde, heeft het overleg dat minister David Clarinval had aangekondigd met u en minister Annelies Verlinden ondertussen plaatsgevonden? Welke afspraken zijn er gemaakt? Als dat nog niet is gebeurd, wanneer is dat overleg gepland?

20.02 Minister **Rob Beenders**: Ik heb uw vraag niet kunnen bespreken, dus ik zal zien tot waar we geraken. Sommige vragen vind ik immers niet terug in het antwoord, maar laten we beginnen en dan zien we waar we landen.

De opvolging door de dienst Gelijke Kansen van de FOD Justitie is begin dit jaar gebeurd via een ondervraging van de bevoegde administraties. Een deel van die aanbevelingen zijn uitgevoerd, andere lopen nog. Momenteel vinden gesprekken plaats tussen de bevoegde beleidscellen over welke acties we kunnen opnemen binnen de verschillende plannen, waaronder het Nationaal Actieplan Antiracisme en het Interfederaal Actieplan lgbtqi+.

Wat expliciet de strijd tegen sociale fraude betreft, binnen het Strategisch Plan Sociale Fraudebestrijding 2026-2029 wordt expliciet ingezet op het bevorderen van een inclusieve arbeidsmarkt. Daarbij gaat aandacht naar het uitwerken van gerichte maatregelen om discriminatie aan te pakken, waaronder leeftijdsdiscriminatie. Op die manier wordt niet alleen ingezet op eerlijke concurrentie en correcte naleving van de regels, maar ook op de gelijke kansen en respect voor iedereen op de arbeidsmarkt. Zoals voorzien in het regeerakkoord zal de samenwerking met de regio's ook worden versterkt door een actualisering van het samenwerkingsakkoord in de strijd tegen de sociale fraude, sociale dumping en illegale arbeid. Discriminatie op de werkvloer maakt hier deel van uit.

Momenteel wordt op administratief niveau de laatste hand gelegd aan de teksten om vervolgens de politieke besprekingen met alle niveaus op te starten en hier ook zo snel mogelijk mee te landen. Het samenwerkingsakkoord voorziet ook een solide basis om gegevens uit te wisselen en elkaar te versterken binnen ieders bevoegdheid.

We benaderen de problematiek met een open blik, in nauwe afstemming met de betrokken partners, zowel op het vlak van preventiemaatregelen als mogelijke instrumenten. Het gebrek aan een koninklijk besluit rond praktijktesten door derden heeft onze aandacht genoten. Ik neem dan ook een constructieve rol op om tot een gedragen oplossing te komen. In datzelfde perspectief wordt het overleg met de betrokken ministers voortgezet, waarbij de nadruk ligt op gezamenlijke afstemming en het uitwerken van coherente, breed gedragen maatregelen.

Het overleg waar minister Clarinval naar verwees, gebeurt op dit moment dus op administratief niveau. Er is nog geen politiek overleg geweest tussen de ministers zelf, maar we zullen wel het initiatief nemen als dat nodig is. Ik concludeer dat alle zaken lopende zijn.

20.03 **Nahima Lanjri** (cd&v): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoorden.

Waarschijnlijk heeft het te maken met het tijdsgebrek of het feit dat u de vragen nu hebt moeten beantwoorden, maar ik stel vast dat u op een aantal vragen nogal een vaag antwoord hebt gegeven. Ik stel voor dat u de antwoorden schriftelijk aanvult, zodat ze als bijlage in het verslag kunnen worden opgenomen. Als ik die extra antwoorden krijg op mijn zeer concrete vragen, dan lijkt het me niet nodig om opnieuw een vraag in te dienen.

Zo heb ik nog geen antwoord gekregen op de mogelijke herinvoering van administratieve geldboetes en weet ik nog niet welke van de 73 aanbevelingen precies worden uitgevoerd. Ik weet dat u positief staat tegenover praktijktesten door derden, maar dat wist ik een jaar geleden ook al. Dat geeft de indruk dat er geen enkele vordering gemaakt is, hoewel er wellicht toch vorderingen zijn gemaakt. Dus geef ik u liever de kans om uw antwoorden aan te vullen dan nog op mijn honger te blijven zitten. Mag ik vragen om af te spreken dat u nog extra antwoorden geeft?

Le **président**: Ce sera le cas.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 46.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.46 uur.